



NICOLE BRICQ
MINISTÈRE DU COMMERCE EXTERIEUR

Paris, le 1^{er} octobre 2013

N° 392

Intervention de Madame Nicole BRICQ

Ministre du Commerce Extérieur

Référents uniques investissements

Mardi 1^{er} octobre 2013 - 16 h 30 – Bercy

Monsieur le Ministre, mon cher Arnaud,
Mesdames, Messieurs,

Le Gouvernement a fait du commerce extérieur et de l'attractivité de notre territoire une priorité de l'action économique. C'est le retour d'une grande ambition. Elle s'est traduite par une mobilisation sans failles de Bercy, et les équipes de la Direction Générale du Trésor, et de la DGCIS.

Dans le cadre du Pacte national de compétitivité, nous avons fait le choix d'annoncer des objectifs chiffrés, je les rappelle brièvement : 1 000 champions de demain portés durablement à l'export et 1 000 décisions d'investissement annuelles, 300 nouvelles entreprises installées d'ici 2017.

Mais cette volonté, cette ambition, portées par le gouvernement et le chef de l'Etat sont aussi celles des régions françaises. Elles sont mobilisées pleinement, j'ai pu le constater lors des 20 journées régionales que j'ai effectuées. Nous travaillons ensemble à enrichir le tissu productif français avec des apports en investissements, en emplois, en innovation, venus de l'extérieur.

Chacun a bien sûr ses responsabilités. L'Etat mène une politique économique centrée sur la compétitivité. Il mène la politique industrielle, de la recherche et de l'innovation. L'agence française pour les investissements internationaux a la charge de capter et d'instruire les investissements étrangers en France. Elle le fait en lien avec les acteurs territoriaux qui proposent des solutions d'implantation opérationnelles, des écosystèmes dynamiques où elles pourront s'épanouir.

Etat-Régions : nous réussissons, nous réussirons ensemble parce que nous travaillons ensemble. C'est le sens de la création des Référents Uniques Investissements que nous réunissons pour la première fois aujourd'hui. Très tôt, avec Arnaud Montebourg, nous avons affirmé qu'il fallait que l'Etat en région s'organise en mode projet pour accueillir au mieux les investissements importants.

Les entreprises auront désormais un interlocuteur unique côté Etat. Questions fiscales, application des réglementations liées à la protection de l'environnement, procédures immobilières, problèmes de visas : leur rôle, notre rôle est de faciliter la vie des entreprises, de raccourcir les délais. Vous devez, Mesdames et Messieurs les référents, incarner cette politique d'ouverture et d'accueil de la France, et apporter une réponse rapide, efficace et globale aux entreprises étrangères pour le compte de l'Etat. C'est la mission, cruciale, que vous aurez à remplir Mesdames et Messieurs.

Et dans le même temps vous serez aussi l'interlocuteur unique des Régions et de leurs agences de développement qui vont accompagner l'entreprise sur le terrain dans toute sa démarche



d'implantation. L'action publique sera simplifiée, incarnée, mieux coordonnée. Elle gagnera en efficacité collective pour notre objectif commun.

Je suis comptable de l'internationalisation des entreprises et je lie l'objectif à l'export à l'attractivité de la France. En effet les économies mondialisées au sein desquelles nous nous battons pour redresser la France imposent ce lien. Dans un Iphone, aujourd'hui, dessiné aux États-Unis et produit en Chine, 12% de la valeur vient de l'Union Européenne. **Les entreprises étrangères implantées en France, représentent plus de 30% de nos exportations.**

Nos grands concurrents ont compris ce lien il y a longtemps. Ainsi, j'étais voici deux semaines en Suède où une seule agence remplace aujourd'hui celle qui était consacrée à l'export et celle qui s'occupait d'attractivité. J'ai la volonté de mettre la France au niveau de ces meilleurs standards. Et j'ai nommé pour ce faire, la semaine dernière, un préfigurateur qui fera rapidement des propositions au Gouvernement en vue du rapprochement entre AFII et Ubifrance.

Les Régions, qui sont les pilotes de l'export sur leur territoire, en sont également convaincues puisque plusieurs d'entre-elles ont confié à leur agence de développement des missions qui allient attractivité, développement international et soutien à l'innovation.

Mesdames, Messieurs, notre pays, est le numéro 2 en Europe en termes d'accueil des investissements étrangers, et le premier pour les implantations industrielles, celles qui profitent à l'emploi et à l'export. Mais ses positions sont contestées. Il faut se battre. Nous étions encore ensemble, Arnaud Montebourg et moi, à Tremblay en France tout récemment où Amada prévoit de faire 40 millions d'euros d'investissement. Vendredi, à Montpellier, j'étais chez Horiba qui annonçait, alors que l'entreprise japonaise emploie déjà 500 personnes, un nouvel investissement de 7 millions d'euros. C'est là que j'ai rencontré Astrid SOUTHON qui est ici aujourd'hui parmi les Référents Uniques pour les Investissements.

Les investissements étrangers sont donc bienvenus et je ne cesse de le dire dans les 37 pays où je me suis rendue. Je l'ai dit, hier encore, aux Ministres russes avec lesquels je préparais la rencontre entre nos chefs de gouvernement et le Premier ministre le dira quand nous nous rendrons ensemble à Moscou à la fin du mois.

Pierre Moscovici, Ministre de l'Economie et des Finances, a présenté le 16 septembre dernier un projet de loi en Conseil des Ministres afin de pouvoir légiférer par ordonnance dans le domaine de l'immobilier, tout particulièrement l'immobilier d'entreprise afin de raccourcir les délais d'implantation et de réduire la portée des recours abusifs. Il faut en finir avec, notamment, les recours abusifs.

Je suis très attachée à ce que cette loi aboutisse. C'est un sujet que j'ai mis sur la table dès les discussions qui ont conduit à l'élaboration du Pacte national de Compétitivité.

Ces référents uniques investissement sont une incarnation de ce Pacte.

Contact presse :

Cabinet Nicole BRICQ :

Perrine DUGLET : 01 53 18 46 98 – perrine.duglet@cabinets.finances.gouv.fr